

Questions orales

des universités. Seulement, si les gens préfèrent maintenir le statu quo, on va considérer le maintien du statu quo.

Il faut donner la chance à tous les députés d'analyser tous les éléments. L'intention du ministre est claire, elle consiste à voir comment nous pouvons, dans le contexte actuel de contraintes budgétaires, ajouter la somme d'argent nécessaire pour permettre à plus de Canadiens de bénéficier des services de nos excellentes universités partout au pays.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, aujourd'hui, les membres réformistes du comité des finances ont déposé une proposition qui porte sur les dépenses gouvernementales et qui prévoit des compressions de dépenses de 9,4 milliards de dollars au total, le tout accompagné des principes connexes. Ces compressions ne touchent absolument pas les dépenses de programmes dans le domaine social.

Ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances. Quand le gouvernement va-t-il soumettre à un débat public ses propres principes et propositions sur la façon de réduire les dépenses gouvernementales?

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de s'être enfin assuré que le Parti réformiste formule des propositions constructives. Je suis très heureux de voir qu'il a suivi le conseil du ministre des Finances à ce sujet.

Nous serons heureux d'étudier ces propositions, de même que celles qui viennent de tous les autres Canadiens. Je me réjouis du fait que le Parti réformiste a maintenant décidé de participer au processus de consultation, après l'avoir critiqué. Nous allons étudier ces propositions de même que toutes les autres.

Si mon collègue réformiste ne s'en rend pas compte, la réponse à sa question viendra quand nous présenterons notre budget en février prochain.

• (1425)

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, c'est intéressant. Le comité des finances parcourt le pays et pratiquement tous les groupes et toutes les organisations soumettent des propositions touchant le budget fédéral. Pourtant, après un an, le gouvernement fédéral n'a toujours pas présenté sa politique financière.

Depuis que le ministre des Finances a témoigné devant le comité, il y a un mois, et reconnu que ses prévisions financières étaient toutes erronées, le dollar canadien a perdu plus d'un cent sur les marchés internationaux et les taux d'intérêt ont augmenté régulièrement.

Ma question complémentaire est donc celle-ci: Le gouvernement a-t-il d'autres solutions à proposer pour s'attaquer à notre situation financière de plus en plus mauvaise, à part l'augmentation des taux d'intérêt?

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, l'affirmation selon laquelle nous n'avons pas de politique financière va à l'encontre de la déclaration du député de Capilano—Howe Sound qui, si je ne m'abuse, a accordé une note de 90 p. 100 au ministre des Finances.

Bien entendu, le gouvernement a une politique financière qui consiste à ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. C'était notre politique avant notre élection et cela demeure. Le premier ministre et le ministre des Finances ont confirmé cela.

C'est notre politique et nous parviendrons à atteindre notre objectif dans la troisième année de notre mandat.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, le député de Capilano—Howe Sound a donné au gouvernement une bonne note pour avoir compris que toutes ses hypothèses financières durant la campagne électorale étaient fausses.

[Français]

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. La raison du manque de confiance dans le marché financier est clairement la politique fiscale du gouvernement.

Le ministre avoue-t-il que l'objectif de déficit de 3 p. 100 du PNB est tout à fait insuffisant pendant une période de croissance économique?

[Traduction]

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons jamais affirmé que notre objectif de 3 p. 100 du PIB, au cours de la troisième année de notre mandat, était la fin des fins. Nous avons précisé que c'était là un objectif intermédiaire sur la voie d'un budget équilibré.

Il s'agit d'un objectif intermédiaire. Il est réalisable et nous entendons l'atteindre.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

Mme Francine Lalonde (Mercier, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le ministre du Développement des ressources humaines déclarait hier que les documents techniques sur la réforme des programmes sociaux, qu'il a déposés au cours des dernières semaines, répondent aux craintes exprimées par le vérificateur général dans son rapport. Pourtant, le vérificateur général déclarait avant-hier en conférence de presse que plusieurs questions demeurent en suspens, malgré le dépôt de ces nouveaux documents, et je cite:

[Traduction]

Certaines informations ont déjà été publiées à ce sujet. Je crois qu'il n'existe aucune évaluation crédible des effets ou des résultats de ces programmes jusqu'à maintenant.